



Dépêche 25/03

Déclaration liminaire de la CFDT

Monsieur le président,

La régression sociale programmée est en marche !

Régression voilà le maître mot de l'actualité des citoyens, des fonctionnaires, des agents des finances et bien évidemment des douaniers ; orchestrée par un gouvernement dont la légitimité n'est pas mise en cause mais dont la nuisance est avérée !

C'est une politique néo-sécuritaro-libérale, nuisible et qui laissera inmanquablement des traces si nous n'y prenons garde.

Déjà « engoncé », dans le costume d'une philosophie économique en contradiction avec les promesses électorales du candidat Chirac en 2002, notre premier ministre va devoir se serrer dans le « corset » de la maîtrise des dépenses publiques imposé par Bruxelles !

Et comme toujours c'est l'immense majorité des français d'en bas qui vont devoir payer la note. Note, que vous François Mongin êtes chargés de présenter aux douaniers :

- effectifs en baisse ;
- restructurations ;
- privatisation du service public ;
- missions abandonnées ;
- promesses non tenues ;
- rien sur les revendications légitimes.

Eh bien la CFDT vous l'annonce, vos douaniers vont dire non. Ils ont d'ailleurs commencé à vous le dire. Nous y reviendrons.

En effet, L'actualité sociale et revendicative a rarement été aussi chargée.

Nos collègues en tant que citoyens fonctionnaires des douanes sont passés de l'inquiétude au mécontentement et du mécontentement à l'action.

Le MINEFI n'échappe pas à cette tornade néo-libérale et la Douane se trouve dans l'oeil du cyclone sans d'ailleurs que le rapport de la cour des comptes erroné sous bien des aspects suscite de réactions de la part de vos services ni de vous-même de façon officielle.

Après les mesures gouvernementales, ministérielles et enfin directionnelles que restera-t-il de notre administration?

C'est pourquoi vos agents réagissent et réagiront, ils ne se laisseront pas faire. Le « RMM », (Raffarin, Mer, Mongin), ce n'est pas la Dream-team. Et le rêve est tué !

Lors du CTPC du 7 novembre 2002, votre silence assourdissant, en réponse à la vraie question de la CFDT : « aurez-vous les moyens de votre politique » ?, était déjà un élément de réponse.

L'ensemble des mesures annoncées à tous les niveaux est venu conforter l'analyse de la CFDT, sur l'impossibilité de moderniser une administration en déliquescence, sans moyens humains et matériels.

Au contraire, depuis novembre 2002, vous cassez :

- restructurations CI, orchestrées par la DG dans le seul but de rendre des emplois ;
- restructurations surveillance à effectifs constants dont nous savons qu'ils ne seront constants que jusqu'aux prochaines coupes sombres budgétaires ;
- réorganisation de la garantie, du fret express et de la détaxe dans le seul but de réduire les coûts, avec en toile de fond la privatisation du service public.

La CFDT vous exprime son plus profond désaccord avec cette politique.

Pour tenter de tracer des perspectives et d'éclairer nos collègues dont le mécontentement s'est concrétisé par des pourcentages de grévistes historiques le 3 avril dernier nous vous avons demandé par l'intermédiaire du chef de service M.Nicolaieff l'ouverture de négociations ministérielles particulières sur l'intégration des primes pour le calcul des droits à pension et la bonification retraite pour les agents de la surveillance.

Notre demande découle directement des propos télévisés du ministre des Affaires sociales qui envisage de traiter de manière particulière l'intégration du régime indemnitaire des métiers pénibles du ministère de la santé. Cela correspond exactement à la situation des douaniers.

De plus, Monsieur le président, nous vous l'avons précisé à maintes reprises, aucune réforme ne se fera sans l'assentiment des personnels.

Les ministres ont la possibilité de donner un signe fort aux 19000 agents, au moral au plus bas, comme vous l'avez vous même constaté. Pour restaurer l'espoir vous devez satisfaire les revendications des agents pour certaines, vieilles de plusieurs décennies.

Nous vous avons demandé une réponse pour ce jour, le personnel et ses représentants vous écoutent !

Paris le 6 mai 2003